

Pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève :

Voilà pourquoi nous sommes toutes et tous présent-e-s ici aujourd'hui !

Depuis de trop nombreux mois, voire des années, gouvernement et patronat sont bras dessus bras dessous pour continuer à détruire notre bien commun arraché par le labeur de tous les travailleurs de ce pays.

C'est dans tous les secteurs que les réponses aux attentes salariales sont largement insuffisantes. Que ce soient les négociations annuelles collectives qui aboutissent à des augmentations inférieures à l'inflation, ou le relèvement minime du point d'indice dans la fonction publique, des pensions, des bourses et des minima sociaux qui ne compensent pas les années de gel.

A fin Septembre 2022, l'inflation générale depuis un an atteint les 5.6%, mais quand on regarde les produits de consommations nécessaires pour vivre dignement :

- L'Energie a augmenté de 18%
- L'Alimentation a augmenté de 10%
- Les Services ont augmenté de plus 3%

Avec 72,8 milliards d'euros de bénéfice net cumulé pendant ce temps-là, le CAC40 poursuit sur sa lancée des niveaux record de profits engrangés en 2021

Et dire que certains continuent d'ignorer ce qu'est un super profit ! Alors cette taxation des supers profits, avec une meilleure répartition des richesses, c'est pour quand ?

En pendant ce temps, le gouvernement prépare un passage en force sur les retraites comme sur l'assurance chômage, la nécessité de l'augmentation des salaires reste centrale pour un nombre grandissant de travailleuses et de travailleurs.

Le choix du gouvernement de réquisitionner les salarié-es des raffineries met le feu aux poudres. Cet acte contrevient directement au droit de grève : par ces réquisitions, ce gouvernement se place non pas du côté de la population comme il l'affirme, mais bien du côté des grands patrons et des actionnaires. Les grands groupes Total et Exxon engrangent des profits records et distribuent toujours plus des dividendes issus du travail des salarié-es.

Réquisitionner a bien pour objectif de casser la grève, et de dissuader toutes celles et ceux qui luttent pour leurs salaires, leurs conditions de travail... Ce qu'il faut c'est réquisitionner les superprofits et les dividendes en les taxant et récupérer les 100 milliards annuels de fraude et d'évasion fiscale.

Par ailleurs, les travailleurs-euses en lutte mettent aussi au centre des débats une question essentielle en cette période d'effondrement climatique : la place de l'énergie fossile dans le fonctionnement des sociétés capitalistes, tandis que le gouvernement reste sur une politique environnementale indigente !

Face à cela, soyons uni-es et solidaires. Imposer un autre partage des richesses, n'est pas une incantation, mais bien lutter pour en finir avec l'appauvrissement, la précarisation, la destruction de notre environnement et la mise en danger de nos vies.

Nous voulons vivre, pas survivre !

Pour obtenir des augmentations de salaires, de pensions et de minima sociaux dignes de ce nom dans les entreprises et les administrations, et pas un simple rattrapage qui plus est inférieur à l'inflation : Nous revendiquons 400€ pour toutes et tous ! Par mois !

Pour un SMIC à 1700 euros nets !

Pour des minima sociaux et des pensions à hauteur minimale du SMIC !

Pour pouvoir exercer le droit de grève sans représailles gouvernementales !

Alors que le gouvernement n'arrive pas à voir de majorité sur son projet de loi de finance et pourrait avoir recours au 49.3 (vont-ils faire ça pendant 5 ans?)

C'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble et d'imposer des augmentations généralisées !